



Canadian Journal of Regional Science
Revue canadienne des sciences régionales

Aspects et effets territoriaux du Living Lab : une expérience hors métropole au Québec

Danielle Lafontaine

Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ-CRDT. Adressez vos commentaires à danielle_lafontaine@uqar.ca

Soumis le 13 juillet 2016. Accepté le 20 décembre 2016.

© Canadian Regional Science Association / Association canadienne des sciences régionales 2017.

Lafontaine, D. 2017. Aspects et effets territoriaux du Living Lab : une expérience hors métropole au Québec. *Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales* 40(1), 23-31.

Portant à l'attention une recherche participative et un projet-pilote de laboratoire vivant soutenus au Québec, cet article vise à démontrer la nécessité de s'intéresser autant aux aspects territoriaux entourant la mise en place de Living Labs qu'aux effets territoriaux de ces derniers. À ces deux questions cruciales, demeurées faiblement théorisées, s'ajoute ici celle de l'innovation hors métropole. Dans une première partie du texte, les orientations de cette recherche sont présentées, de même que les principaux choix conceptuels et méthodologiques qui ont été faits. La seconde partie analyse l'expérience de Living Lab menée hors métropole. Reliée au domaine des médias d'information et de communication et principalement portée par une entreprise coopérative et ses partenaires, des objectifs territoriaux et de construction de liens entre des acteurs y ont été poursuivis. En conclusion, nous revenons sur les défis de l'évaluation des effets et retombées de telles initiatives, en particulier en contexte non métropolitain, et sur l'importance de mieux cerner leurs relations complexes à des territorialités et à des dispositifs de gouvernance en transformation.

« Nous devons tout ce que nous sommes à la possibilité de communiquer avec nos semblables ». A. Destutt de Tracy. *Éléments d'idéologie*, 1, 1804, (Édition 1817, p. 378)

Portant l'attention sur une démarche de recherche participative et sur l'un des deux projets-pilotes de laboratoire vivant soutenus par le CEFRIO¹, soit celui s'étant déroulé hors métropole au Québec, cet article vise à démontrer la nécessité de s'intéresser aux aspects et aux effets territoriaux du Living Lab. À ces deux questions demeurées faiblement théorisées, s'ajoute ici celle de l'innovation hors métropole.

Alors que les entreprises, dont dépend une part importante de la croissance économique, tendent à se localiser dans des milieux à interactions denses, riches en capitaux diversifiés, notamment informationnels et institutionnels, qu'en est-il de la possibilité

de l'innovation hors métropole à laquelle Fortin & Handfield (2016) invitent les chercheurs et responsables publics à repenser? Le « hors métropole » concerne un très vaste ensemble de territoires, qualifiés de ruraux, mais aussi d'urbains, de périphériques ou de fragiles, ces désignations étant à manier avec prudence devant une territorialité des sociétés contemporaines en transformations (Simard, Lafontaine & Fortin 2012). Les bénéfices des démarches d'innovation du type Living Lab demeurent-ils accessibles aux territoires de petites villes ou de villages ruraux, au même titre qu'aux « zones urbaines les plus avancées », comme l'ont affirmé récemment les auteurs d'un guide destinés aux maires et autorités publiques (Eskelinen et al. 2015: 31)?

Dans une première partie de cet article, la démarche de recherche, ini-

tiée en 2010, sera rappelée, exposant les principaux choix conceptuels et méthodologiques qui ont été faits. Au plan conceptuel et théorique, la démarche a été alimentée par des recherches appliquées et évaluatives sur les Living Labs et par des travaux sur le développement territorial, une double littérature où la question de l'innovation demeure centrale. Plusieurs apports de chercheurs associés à des Living Labs, mettant l'accent sur une variété de facteurs centraux et de finalités possibles de l'innovation, ont été retenus. C'est le cas des recherches évaluatives de Mulder, Velthausz & Kriens (2008) qui ont dégagé six « dimensions essentielles » des Living Labs ; l'équipe de recherche québécoise jugea nécessaire d'en ajouter une septième : les « aspects territoriaux ». Si au plan méthodologique, la démarche a impliqué des opérations de recherche classique, elle n'en fut pas moins construite chemin faisant, alors même que deux projets-pilotes de laboratoires vivants prenaient forme. Soutenue par de nombreux partenaires provenant de milieux variés qui ont collaboré à la co-production de connaissances, cette démarche intègre des perspectives de recherche-action (Lewin 1946). Elle n'est pas non plus sans lien avec les « sciences de l'artificiel » dont Simon (1982) s'est efforcé de dégager les assises épistémologiques.

La seconde partie du texte concerne la démarche de Living Lab soutenue hors métropole au Québec (2011-2013). Reliée au domaine des médias d'information et de communication et principalement portée par une entreprise coopérative et ses partenaires, cette démarche a poursuivi des objectifs territoriaux et de renforcement de liens entre des acteurs. Reposant sur le cadre théorique et méthodologique présenté en première partie et dont les acteurs de cette démarche ont contribué à l'élaboration, l'analyse renseigne sur sa complexité et vient étayer l'hypothèse que, rattachées à des territorialités multiples et mouvantes, des créations et des innovations peuvent y être générées, lesquelles peuvent avoir des effets territoriaux.

En conclusion, l'expérience soutenue hors métropole ayant été revisitée, certains défis entourant la concrétisation de telles démarches sont soulignés. Des limites de la recherche étant rappelées, certains de ses apports pour la compréhension des aspects et des effets territoriaux des démarches de Living Lab et leur évaluation sont dégagés.

Des laboratoires vivants pour des territoires innovants? Orientations théoriques et méthodologiques d'une recherche

Initiée par le CEFRIO au printemps 2010, la recherche Des laboratoires vivants pour des territoires innovants visait à estimer l'intérêt du Living Lab pour la mise en œuvre de réponses innovantes face à divers problèmes vécus au sein des communautés locales ou régionales tant rurales qu'urbaines (Lafontaine, Tanguay & Bertrand 2011; Lafontaine 2012).

Si on envisage que des expérimentations soient effectuées « en milieu réel », il est également escompté que des connaissances soient produites et transférées tout au long de la recherche, un rapport et des « outils » étant attendus fin mars 2013 (CEFRIO 2013). La poursuite de ces objectifs passerait par un appel à propositions auprès des Conférences régionales des élus (CRÉ, aujourd'hui abolies). Deux démarches pilotes ont été officiellement lancées en janvier 2011, l'une dans l'Agglomération de Longueuil située aux portes de la métropole montréalaise et l'autre en Gaspésie, une vaste péninsule à habitat dispersé située au centre-est du Québec².

Orientations théoriques pour une prise en compte d'aspects et d'effets territoriaux du Living Lab

Une des premières tâches de l'équipe a consisté à réunir et partager une documentation sur le Living Lab, des textes, la plupart étant en anglais, provenant principalement du site internet de la première École d'été d'ENoLL (*European Network of Living Labs*) à se tenir à Paris au mois d'août 2010³.

Cette documentation montrait que des définitions variées du Living Lab étaient proposées. Or, à travers ces efforts pour le caractériser, le Living Lab était abordé sous trois angles principaux, soit ceux d'une approche, d'une méthodologie ou encore d'un milieu (Bergvall-Kåreborn *et al.* 2009). L'équipe a retenu ces trois angles, « l'approche » renvoyant toutefois à une théorisation peu explicite du Living Lab (Ballon & Schuurman [2015] et Leminen [2015] soulignant encore aujourd'hui l'importance de ce défi), ce qui est aussi le cas du « milieu ». Cette notion, tout en dirigeant l'attention sur les rapports entre le Living Lab et son « entourage », englobe des préoccupations spatiales demeurrées elles aussi très peu théorisées. Les premiers travaux américains et européens sur le Living Lab pourtant en traitaient, fondant même sur des transformations technologiques à impacts spatiaux l'existence de ces dispositifs nouveaux.

Le Living Lab : des considérations spatiales et territoriales répandues, mais faiblement théorisées : L'idée du Living Laboratory ou Living Lab a fait son apparition à la fin des années 1990, aux É.-U. (Abowd *et al.* 2000; Intille, Larson & Beaudin 2005) et en Europe (ISTAG⁴ 2004; Eriksson, Niitamo & Kulkki 2005; Ballon *et al.* 2005) dans un contexte fortement marqué par l'essor de technologies basées sur l'inform-atique. Il est envisagé que ces technologies offrent des possibilités inédites de constitution de nouveaux lieux ou espaces « intelligents », combinant des propriétés physiques et numériques.

En 2006, lors du lancement du réseau européen ENoLL et du Manifeste d'Helsinki (EU 2006), on se préoccupait beaucoup de l'innovation régionale à stimuler pour rendre l'Europe plus compétitive. Dix ans plus tard, le Living Lab est envisagé pour la conception et la mise en œuvre de solutions face à des défis globaux mettant à risques toutes les sociétés, la nature et le vivant. Des domaines de préoccupations de plus en plus nombreux sont concernés, dont celui de l'agriculture où des laboratoires vivants territoriaux de l'agroécologie et

de la bioéconomie sont projetés (Guyomard 2016).

Si, depuis les années 1990, la recherche et les expérimentations sur le Living Lab intègrent des considérations spatiales et territoriales, celles-ci sont demeurées très faiblement théorisées. Plusieurs chercheurs européens (d'Eriksson, Niitamo & Kulkki 2005; Ballon & Schuurman 2015) ont relié l'origine du concept de Living Lab à William J. Mitchell (1944-2010), celui-ci étant rattaché au Media Lab du MIT⁵. Ses travaux (dont Mitchell 2000) ont porté sur des innovations technologiques et des transformations spatiales de grande ampleur, mais sont demeurés très peu discutés.

Des références à l'innovation ouverte, axée sur l'usager, centrée sur les êtres humains, sociale et territoriale : À partir de la création du réseau ENoLL en 2006, les travaux réalisés par des chercheurs, la plupart associés à des démarches de création de Living Lab ont porté surtout sur des cas spécifiques de Living Lab, beaucoup empruntant des notions à deux approches de l'innovation proposées par des chercheurs américains, Eric Von Hippel et Henri Chesbrough. Ces deux approches diffèrent sur plusieurs plans (sources centrales et facteurs clés, finalités), laissant peu de place à des dimensions spatiales et territoriales.

L'approche de l'innovation de Von Hippel (1978) souligne le rôle « d'usagers », personnes qui ont des besoins, détiennent des connaissances et ont des capacités de réaliser eux-mêmes une innovation. Sa grande préoccupation est la satisfaction de besoins et la création de valeur (d'usages, d'échange). Dans le cas de Chesbrough (2006), même si l'approche a été appliquée à différents types d'organisations, l'innovation ouverte est avant tout centrée sur l'entreprise considérée comme source centrale d'innovation. Tout en ayant des capacités internes de R&D, l'entreprise peut recourir à des capacités externes pour effectuer de la R&D, produire des connaissances, réaliser une innovation reliée à son modèle d'affaires (*business model*, un facteur clé). La grande préoccupation de

meure ici la survie, la compétitivité et l'essor de la firme, ainsi que la création et la captation de la valeur monétaire.

Les références à l'innovation « ouverte » et « centrée sur l'utilisateur » étant de loin les plus répandues, des travaux mettent l'emphase sur une innovation « centrée sur les êtres humains », sur l'innovation sociale ou sociétale ou encore sur l'innovation territoriale. D'autres facteurs clés et finalités peuvent alors être envisagés, de même que des liens (ou ancrage) de ces démarches (des acteurs qui les portent, des ressources mobilisées, des activités réalisées) à des territoires.

L'innovation centrée sur les êtres humains considère les êtres humains ou les citoyens comme des sources de créativité et d'innovation, et comme dotés de capacités cognitives, langagières et communicationnelles (Schumacher & Niitamo 2008). Plusieurs recherches et expérimentations sur les Living Labs font aussi référence à l'innovation sociale (dont Schaffers et al. 2011; 2009). Si ces travaux peuvent intégrer des préoccupations spatiales et territoriales, un petit nombre de recherches sur les Living Labs font référence à l'innovation territoriale.

Dans *Living Labs and Territorial Innovation*, Marsh (2010, 3) a proposé la notion de laboratoire vivant territorial (*territorial Living Lab*). Celui-ci appliquerait « intégralement l'approche Living Lab à un territoire, à ses citoyens, à son modèle de gouvernance et à ses plans stratégiques pour le futur » (notre traduction), Marsh y voyant un nouveau modèle pour le développement régional.

La région et le développement régional sont aussi au centre des préoccupations de Santoro & Conte (2009). Ils soulignent qu'un Living Lab prend forme sur un territoire comptant déjà diverses organisations, institutions et groupements, pouvant former un ou des *clusters*. Le défi pour le Living Lab serait d'y trouver place, tout en soutenant une cohésion d'ensemble. Insérés dans des *clusters* ou réseaux thématiques collaboratifs, les Living Labs pourraient pallier à certaines difficultés auxquelles font face plusieurs ré-

gions (manques de connaissances, de mécanismes et de processus pour valider des opportunités de développement ou pour intégrer les usagers dans les différentes phases de celui-ci). Schaffers et al. (2011) envisagent le Living Lab dans l'optique de la formation d'écosystèmes urbains et régionaux ou territoriaux d'innovation dont la mise en œuvre nécessiterait des partenariats ou des environnements à la fois « intelligents » et coopératifs nouveaux. Ils estiment toutefois que c'est à travers plusieurs niveaux territoriaux que des collaborations pourront être réalisées. La recherche d'Aldea-Partanen (2011) éclaire aussi cet aspect. En territoires finlandais considérés périphériques (*remote*) et ruraux, elle souligne l'importance des dispositifs institutionnels et de gouvernance où sont inscrits ces laboratoires, ceux-ci n'étant pas seulement « locaux », mais reliés à des échelons ou échelles multiples (du local au national, à celui d'organisations supranationales fournissant des moyens et préconisant des orientations ou des règles).

Une recherche territoriale demeurée en marge des travaux sur les Living Labs: Si les dimensions spatiales et territoriales des Living Labs demeurent faiblement théorisées, dès la fin des années 1950, des chercheurs ont insisté sur l'importance de relier le développement économique et l'innovation à une dimension longtemps négligée : l'espace.

C'est le cas de John Friedmann (Bourdeau-Lepage et al. 2011), de Philippe Aydalot (Matteacioli 2004). Tout en étant marquées par l'espace (*space contingent*), des dynamiques d'innovation peuvent aussi s'avérer productrices d'espace (*space-forming*), a soutenu Friedmann (1972, 93) et Friedmann & Weaver (1979). Si Friedmann (1972) a relié ces dynamiques à des processus d'information et de communication considérés essentiels, à la même époque, Aydalot documentait des changements technologiques soutenant des activités nouvelles et des renouvellements spatiaux possibles.

En Europe, les travaux des chercheurs associés à un groupe qu'Aydalot a cofondé, le GREMI (Groupe de Recherche sur les Milieux Innovateurs) (Camagni & Maillat 2006), à l'École de la Proximité (Torre & Beuret 2012) et à l'économie territoriale (Courlet & Pecqueur 2013) ont permis d'enrichir ces pistes pour un « édifice théorique en construction » (Torre 2015 : 273). Pecqueur (2006) s'est aussi penché sur un tournant territorial marqué par la formation d'organisations territoriales (district industriel, milieu innovateur, système productif localisé, *cluster*). Diverses, ces formes seraient apparentées, société et communauté y tendant à une osmose, laissant voir une logique de territoire axée sur la construction d'avantages différenciatifs, cette logique pouvant impliquer non seulement la modalité marchande, mais aussi la réciprocité.

Au Québec, où on se préoccupe depuis les années 1960 du développement régional, rural, local et, de plus en plus, territorial (Fontan, Klein & Lévesque 2003 ; Lafontaine & Jean 2005), ces questions n'ont cessé d'alimenter des travaux et des débats sur la pertinence des modèles d'analyse et des stratégies publiques à mettre en œuvre. Ces dernières ont d'ailleurs connu un « virage inattendu » (Jean 2015, 267) avec l'adoption en 2015 d'un projet de loi abolissant les Conférences régionales des élus (CRÉ), des institutions d'échelle régionale.

À partir des années 1980, on a insisté sur le rôle central d'acteurs capables de penser, de communiquer et d'(inter)agir. Des acteurs inscrits dans des structures, systèmes ou réseaux et pouvant porter des initiatives, mettre en œuvre des changements, innover. Plusieurs chercheurs se sont préoccupés des « régions gagnantes... ou perdantes » puis « fragiles ». Des chercheurs du CRISES (Centre de recherche les innovations sociales) rappellent que des transformations du monde posaient des défis « à l'ensemble des espaces productifs de la planète » (Fontan, Klein & Lévesque 2003 :1). Du côté du CRDT (Centre de recherche sur le développement terri-

torial), une recherche collective (Leblanc *et al.* 2007) a porté sur la conception et l'application d'un modèle de suivi et d'évaluation des retombées du dispositif du pacte rural. Intégrant un modèle d'évaluation de politiques générique attentif aux intrants, extrants et effets des activités réalisées, la recherche a reposé sur la conception d'un modèle causal du développement (repris dans plusieurs recherches) permettant d'envisager d'autres effets possibles (d'usages de ressources ou capitaux, de mobilisations d'acteurs et de pratiques) sur la constitution de systèmes territoriaux d'innovation et, au-delà, de communautés territoriales durables.

Un cadre conceptuel combinant divers apports avec des résultats de recherches évaluatives sur les Living Labs : À partir de l'examen des littératures scientifiques sur les Living Labs et sur le développement territorial, l'équipe a retenu six caractéristiques qu'une approche conceptuelle devait intégrer, celles-ci recoupant des questions à clarifier portant sur : 1- l'utilisateur (humain, citoyen) et son rôle central, 2- les processus d'innovation ouverte impliquant des partenaires provenant de plusieurs sphères, croisant des savoirs et co-produisant des connaissances, 3- l'expérimentation en contexte réel, 4- la valeur (monétaire ou non) des réalisations et de l'innovation, 5- les processus de communication et d'information et 6- les territoires (physiques, institutionnels, numériques, symboliques ou virtuels) (CEFRIO 2013)⁶.

À ces éléments de caractérisation s'est ajoutée la prise en compte de « dimensions essentielles » du Living Lab sur lesquelles plusieurs recherches évaluatives européennes ont attiré l'attention. Du côté d'ENoLL, dès 2006, on s'est interrogé sur les façons de soutenir et d'évaluer des projets-pilotes. Entre 2006 et 2010, plusieurs recherches collectives ont été réalisées⁷. Selon Guzman, Schaffers & del Carpio (2009, 20), les mesures de performance des politiques d'innovation (basées sur les manuels d'Oslo, Frascati ou Canberra, axés notamment sur la R&D et l'obtention de brevets) ne sont pas appropriées pour saisir les ré-

sultats des Living Labs. Il faut en développer d'autres mieux à même d'en comprendre les processus pouvant engendrer des effets. Une initiative qui pour toutes ces recherches évaluatives a beaucoup compté demeure la conception d'un cube (Mulder, Velthausz & Kriens 2008) pointant six dimensions « essentielles » des Living Labs : la participation des usagers, leur gouvernance, leur infrastructure, leurs méthodes et outils, la création de services et les résultats de l'innovation.

Dès le début de la recherche du CEFRIO, on s'emploierait à traduire en français et à adapter le « cube ENoLL » jugé utile pour soutenir le démarrage des projets-pilotes, une septième dimension portant sur les aspects territoriaux étant ajoutée. Ces sept dimensions ont servi de base à l'élaboration d'un premier carnet de pilotage (par la suite amélioré) qui a soutenu la mise en œuvre, l'observation et l'évaluation des deux démarches pilotes, dont celle en Gaspésie.

Si ce carnet (et les questions, reliées à des indicateurs, qui y sont formulées) est axé sur sept dimensions (1- la participation; 2- la gouvernance; 3- les infrastructures et TIC; 4- les méthodes et outils; 5- les créations et réalisations; 6- les innovations et retombées; 7- les aspects territoriaux), une vision dynamique (« spiralee ») d'une démarche de Living Lab est proposée, celle-ci pouvant comporter quatre grandes phases pas nécessairement parcourues de manière linéaire: 1) explorer, initier, connecter, 2) prototype/designer, tester, 3) expérimenter, 4) évaluer, plusieurs cycles itératifs étant possibles. (CEFRIO 2013).

Des orientations méthodologiques proches de la recherche-action et des sciences de l'artificiel, tout en intégrant des opérations classiques

Au plan méthodologique, la démarche a impliqué des opérations de recherche classique (revue de littérature, identification de concepts, construction d'instruments de collecte de données qualitatives et quantitatives, réalisation d'entrevues individuelles et de groupe). Mais elle n'en fut pas moins construite chemin faisant (*lear-*

ning by doing, Arrow [1962]), alors même que deux projets-pilotes de laboratoires vivants prenaient forme. Soutenue par de nombreux partenaires de milieux variés (public, associatif, privé, universitaire) qui ont collaboré à la co-production de connaissances, cette démarche intègre des perspectives proches de celles de la recherche-action (Lewin 1946).

Inscrite dans un mouvement axé sur le renouvellement des modalités de réalisation de la recherche (Fontan 2010; Gillet & Tremblay 2011), la démarche de recherche n'est pas non plus sans lien avec les sciences de l'artificiel dont Simon (1982) s'est efforcé de dégager les assises épistémologiques. Pour Simon, ces assises ne sont pas principalement centrées sur la compréhension du monde existant, mais sur la découverte de mondes possibles ou souhaités en vue d'atteindre des objectifs. Dans le cas de la recherche participative relatée ici, il fallait raisonnablement parvenir à savoir comment un laboratoire vivant pouvait être mis sur pied et surtout générer des effets, avoir des retombées pour/sur des territoires.

Prenant appui sur la recherche-action, les sciences de l'artificiel et la recherche classique, la démarche est en ce sens multi-méthodes. Un questionnement sur les notions de co-construction de savoirs, de connaissances hybrides et de transfert est aussi proposé dont nous ne pouvons traiter ici.

Une démarche pilote (2011-2013) hors métropole

En Gaspésie, la démarche pilote a été principalement portée par une entreprise coopérative médiatique indépendante, Graffiti. Fondée en 2000 dans la municipalité de Bonaventure, elle fut ensuite relocalisée à New Richmond (3 810 habitants en 2011) située à 240 km au sud-ouest de Gaspé, la municipalité la plus peuplée de la région (15 163 habitants en 2011), localisée à 850 km de Montréal et 564 km de Québec, capitale du Québec.

Reconnue « région administrative » en 1987, la région de Gaspésie-

Îles-de-la-Madeleine (GÎM) regroupe cinq municipalités régionales de comté (MRC) localisées dans la péninsule gaspésienne (un immense territoire de 20 223 km² situé en périphérie est du Québec) et l'archipel des Îles-de-la-Madeleine (202 km²). Ces MRC comptent une quarantaine de municipalités, la majorité située le long des côtes, où habitent un peu plus de 90 000 personnes (92 284 en 2013 et 91 786 en 2015 [ISQ 2016 : 57]) avec une densité de moins de 4,5 hab./km². Orientée davantage qu'ailleurs au Québec vers l'exploitation de ressources naturelles, la structure industrielle demeure marquée par l'histoire de la région, l'économie y ayant d'abord été axée sur la pêche, l'agriculture et la forêt. En 2014-2015, le solde migratoire inter-régional révélait une perte de 134 personnes. Le revenu disponible par habitant y demeurait en 2014 plus bas que la moyenne québécoise (23 324 \$ comparé à 26 046 \$) et le taux de chômage en 2015 significativement plus élevé (14,0% comparé à 7,6%) (MEIE 2015). Sur ce territoire aussi grand que la Belgique, les communications entre les habitants et avec le reste du Québec et du monde soulèvent depuis fort longtemps des défis considérables.

Au moment où la recherche débute, la coopérative Graffici produit déjà depuis dix ans un mensuel papier, d'abord culturel devenu généraliste en 2006, lequel continu d'être distribué gratuitement à travers la Gaspésie et vendu ailleurs au Québec (en 2012, près de 40 000 exemplaires rejoignant 90 000 lecteurs ou lectrices). Les membres de cette coopérative entamaient alors une réflexion sur un projet de création de plateforme numérique. Des objectifs étaient envisagés où figurent nombre de questions spatiales, territoriales et communautaires. Ainsi, tout en visant la production et la diffusion d'un contenu « rassembleur, informateur, accessible et de qualité pour l'ensemble de la communauté gaspésienne » et utilisant les possibilités du numérique, la plateforme doit être « alimentée par une communauté de journalistes et par les citoyens de la Gaspésie » (Graffici.ca 2013). « Beaucoup plus qu'une version en ligne du

journal, Graffici.ca souhaite devenir une communauté virtuelle regroupant l'ensemble des Gaspésiens d'ici et de la diaspora. Par son espace citoyen et ses blogues, Graffici.ca souhaite favoriser l'interactivité et lancer des discussions ouvertes sur les sujets qui touchent les différentes réalités de la péninsule » (Graffici 2011, 8).

L'appui de la CRÉGÎM (Conférence régionale des élus Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine) à la démarche se situe en continuité avec l'appui à d'autres initiatives visant une relance de l'économie gaspésienne. À la fin des années 1990, à la suite de plusieurs fermetures de grandes entreprises, un vaste programme de revitalisation était entrepris par le Gouvernement du Québec, à la demande et avec le concours d'organismes et acteurs locaux et régionaux, dont la CRÉGÎM. On allait y soutenir le développement de trois créneaux d'excellence : les ressources, sciences et technologies marines, le récréo-tourisme et l'éolien, ainsi que la réalisation d'autres projets, certains soutenus par la politique nationale de la ruralité. En 2011, dans un mémoire, la CRÉGÎM soulignait soutenir le projet de déploiement d'une plateforme régionale d'information. La présence dans la région d'autres médias étant rappelée, l'information demeurait une préoccupation continue, le plan quinquennal de la CRÉGÎM (2006-2011) proposant de « susciter l'engagement des médias à accroître le contenu régional de l'information et de faciliter les lieux de délibérations » (CRÉGÎM 2011 : 5).

Avec l'entrée en scène d'une démarche pilote de laboratoire vivant, les représentants de Graffici et des participants réunis au sein d'un comité de pilotage ont à conjuguer l'expérimentation d'une approche et méthodologie nouvelle, avec celle d'une plateforme journalistique et citoyenne également inédite. Ces participants proviennent de plusieurs milieux sociaux : industrie des médias et journalisme, institutions régionales, organismes communautaires, universités, deux étant du CEFRIO. Bien que la majorité habite la Gaspésie, ce n'est cependant pas le cas de tous. Graffici étant une entreprise indépendante

ayant ses structures de décision, les rôles de celles-ci et ceux du comité de pilotage ont dû être définis et ajustés. Si des informations concernant le Living Lab sont apportées par les chercheurs, leur appropriation s'effectue à travers les opérations pour envisager des avenues en lien avec la création de la plateforme.

Pour progresser vers le prototype de la plateforme – officiellement lancée en septembre 2011, des connaissances nouvelles (au sujet du Web et des médias sociaux notamment) doivent être acquises ou produites et des outils inédits créés (p. ex. des documents pour soutenir et encadrer la participation de blogueurs et citoyens et d'autres collaborateurs, pour encadrer la diffusion de publicités, et pour identifier et caractériser les usagers) (Demers & Bertrand 2012 ; Lafontaine 2013).

Au fil des mois, la question du financement de la plateforme numérique et de son modèle d'affaires (aspects intégrés au carnet) allait susciter des réflexions au sein du comité de pilotage. Les aides financières de démarrage obtenues sont à durée limitée et des informations indiquent une baisse des revenus publicitaires des médias en général et particulièrement de ceux reliés à des plateformes numériques (Demers 2012). Pour durer, Graffici et ses partenaires doivent parvenir à déployer un nouveau modèle d'affaires inédit et innovant (CEFRIO 2013). Pour ce faire, il faudra maintenir et accroître la participation des usagers, mieux cerner leurs besoins, faire connaître les réalisations et leurs impacts pour les communautés locales et la communauté gaspésienne, parvenir à augmenter la coopération de partenaires qui ont leurs propres objectifs et défis.

Créations et réalisations; innovations et retombées: des aspects et des effets territoriaux

Au fil des mois, on incite la population gaspésienne à s'approprier les informations diffusées sur une base quotidienne. Les citoyens peuvent interagir : faire parvenir des photos ou vidéos, des commentaires, ayant alors à

lire et accepter une politique de publication précisant des règles. Dès 2011, la plateforme numérique comporte une rubrique « Blogues ». En 2013, la plateforme en comporte six: deux sont confiés à des journalistes (Éditorial et Libre arbitre), les quatre autres étant des blogues citoyens. Graffiti.ca favorise ainsi l'interactivité et permet des discussions ouvertes sur des sujets qui touchent les réalités de la péninsule, parmi lesquels figurent des projets (liés en particulier à l'exploitation des ressources naturelles) diversement perçus et appréciés. La plateforme numérique Graffiti.ca et le Journal Graffiti mensuel restent fondamentalement reliés, et le demeureront avec de l'introduction en 2013 de Facebook et Twitter où Graffiti a aussi créé ses espaces.

Les informations archivées restent accessibles en fonction du territoire (supra local, de « MRC ») auquel est rattachée la nouvelle, laquelle peut aussi concerner la Gaspésie dans son ensemble, plusieurs échelles territoriales étant ainsi considérées. La plateforme intègre également des sections « Météo et marées » (conditions locales spécifiques, en fonction d'une dizaine de municipalités), un Calendrier (d'événements en fonction de lieux), une section « offre d'emploi » (par territoire de MRC et secteurs d'activités). Une section « Les Mathilderies » présente « La Gaspésie en recettes », celles-ci étant reliées à des traditions culinaires ou culturelles régionales ou locales qui sont rappelées.

Des dossiers ou articles de fond produits par des journalistes traitent de problématiques de divers ordres: règles concernant l'achat local; récupération des déchets; intimidation; services de transports publics par autobus et train; état des aéroports; réception des colis; sécurité dans les écoles; sécurité alimentaire; défis de l'agriculture; situation des municipalités (endettement, taxation, relations de villes-centres avec leurs voisins); pauvreté qui « gagne du terrain »; « fortes disparités entre MRC »; braconnage; affichage; stations de ski en mode survie, etc. Tensions ou conflits et efforts de concer-

tation ou pour l'apport de solutions sont portés ainsi à l'attention.

Des articles concernent des ressources faisant l'objet de traitements commerciaux ou touristiques nouveaux (huile vierge de chanvre, agates de mines, matières organiques compostées, etc.), soulignant des liens nouveaux entre des initiatives existantes et des organismes de la région, dont des centres de recherche. On fait état de reconnaissances de produits nouveaux obtenues en dehors de la région et des qualités qu'on leur attribue. On informe au sujet d'initiatives considérées innovantes: collaborations d'entreprises avec des centres de recherche concernant des algues offrant un potentiel aux plans alimentaire, cosmétique et pharmaceutique; fermes marines; savoir-faire d'une chocolaterie; café-épicerie offrant divers produits de base issus de l'agriculture locale; offre d'un « théâtre de création », etc.

En 2013, au terme de la démarche pilote de deux ans, la principale réalisation soutenue par la recherche, et au premier titre par les artisans, participants et usagers de Graffiti et Graffiti.ca demeurerait la création, le design et l'expérimentation d'une plateforme numérique régionale quotidienne et interactive d'information. Une plateforme dont l'auditoire continuait d'augmenter, provenant très largement de Gaspésie, mais comptant aussi des usagers d'autres régions (Québec, Nouveau-Brunswick et autres). Une communauté d'usagers avait elle aussi pris forme et d'autres actions étaient envisagées pour qu'elle croisse (Graffiti.ca sur Facebook, couvertures en direct). Autant d'indications que la plateforme créée pouvait constituer une innovation trouvant preneurs. En 2012, Graffiti.ca obtenait aussi une reconnaissance publique en remportant un prix Octas québécois des Technologies de l'information.

À partir de l'automne 2013, en plus du Journal mensuel, du quotidien WEB et du Guide Viens Voir (sur attraits et événements en Gaspésie), Graffiti proposerait quatre fois par an Graffiti Entrepreneuriat, un magazine à vocation économique offrant des portraits

fouillés de secteurs considérés porteurs (dont en 2014-2015 l'agriculture, les pêches, l'éolien, l'économie sociale, la forêt, les TIC), le magazine et le journal mensuel étant désormais distribués dans 150 lieux répartis sur le territoire.

L'horizon préoccupant de 2016

En mai 2015, une manchette sur Graffiti.ca, « Graffiti en mode sauvetage », rendait public un communiqué faisant état de difficultés financières « causées par le contexte d'austérité », les employés réguliers et collaborateurs acceptant des ponctions dans leur rémunération. Avec la fermeture de la CRÉGÎM ainsi que des compressions dans les budgets de plusieurs institutions gaspésiennes, Graffiti anticipait une perte de 100 000 \$ en revenus publicitaires. Quelques mois plus tôt, le journal Graffiti du 8 janvier 2015 avait été largement consacré au Dossier « Quel avenir pour notre développement régional ? ». Concernant Graffiti, un appel à l'aide aux lecteurs et aux annonceurs avait été lancé. Reconnaissant qu'en 15 ans Graffiti avait reçu du soutien public « de démarrage », mais réfutant « L'idée que Graffiti est subventionné », on précisait que la coopérative recevait une subvention au fonctionnement pour les médias communautaires représentant 5% de ses revenus totaux annuels, 95% provenant de la vente de la publicité.

Le 22 février 2016, tel que rapporté sur Graffiti.ca, Graffiti annonçait suspendre temporairement l'impression de son journal et du magazine, demeurant toutefois présent sur le Web, trois employés permanents étant mis à pied en raison de la réalité financière. Le 24 mars, on annonçait la tenue d'une Assemblée générale extraordinaire de Graffiti déterminante pour la survie de l'entreprise, prévue le 16 avril 2016.

Si Graffiti, une entreprise coopérative créée il y a 16 ans, est parvenue à durer, produisant un journal mensuel, lançant en 2011 Graffiti.ca et plus récemment le magazine Graffiti Entrepreneuriat, de très grands efforts continueront d'être nécessaires pour identifier et mettre en œuvre des solu-

tions permettant sa survie et son essor.

Conclusion

L'expérience réalisée en Gaspésie vient souligner le rôle de facteurs qu'Eskelinen et al. (2015 :10) considèrent centraux pour la viabilité à long terme de démarches d'innovation et de Living Lab, soit : une évaluation de leurs impacts, un financement et une structuration adéquats et leur support politique⁸.

Force est d'admettre que si, hors métropole, une démarche structurée et des réalisations innovantes ont été possibles et ont pu être documentées, leur financement et leur support politique y sont devenus plus incertains. Des institutions d'échelle régionale ayant été abolies, ces changements ont eu des effets non seulement sur des dispositifs de concertation, mais sur d'autres efforts de rapprochement, de construction de liens et de coordination des acteurs, tels ceux supportés par Graffici et ses partenaires. Loin de fonctionner en apesanteur, la concrétisation de telles démarches nécessite des ressources, demeure reliée à des territorialités multiples et mouvantes et à des rapports d'échange et de pouvoirs susceptibles d'affecter leur soutenabilité et en conséquence la pérennité de leurs résultats.

En dépit de limites (durée limitée à trois ans, deux pour les expérimentations; nombre réduit de cas, de domaines de préoccupations et de territoires), la recherche participative et les deux démarches pilotes qu'elle a soutenues, dont celle en Gaspésie, ont rendu possible l'acquisition, l'appropriation, la production et le partage de connaissances. L'importance des relations des démarches de Living Labs à des territoires au demeurant multiples (physiques ou géographiques, institutionnels, numériques, symboliques), certains recoupant des communautés, a pu être montrée, de même que des effets territoriaux. Des effets qui, s'ils concernent des savoirs territoriaux actifs ou nouvellement produits ou des réalisations effectives inédites ancrées

à des territoires, concernent également des innovations efficaces, offrant des solutions ou répondant à des aspirations et ayant trouvé preneurs. Dans un contexte où le traitement de plusieurs défis requiert des évolutions profondes, la recherche donne aussi à réfléchir à des effets territoriaux qui concernent la constitution d'(éco)systèmes d'innovation dans leurs rapports aux territoires et avec des démarches de Living Lab qui pourraient y trouver place. Ces effets territoriaux concernent aussi la constitution même (consolidation, érosion, dissolution) de collectivités ou de communautés existantes ou souhaitées.

Au plan d'un approfondissement de concepts et de théories concernant l'innovation et le développement socio-économico-spatial et territorial, le Living Lab et ses expérimentations présentent un grand intérêt. Y sont pris en considération des acteurs (usagers, utilisateurs ou bénéficiaires de l'innovation, citoyens, parties prenantes) et des processus de production de valeur (monétaire ou non), allant de la création à la diffusion de l'innovation. Des acteurs humains capables de penser, communiquer et agir, partageant ou non des représentations et des visées. Des acteurs vivants et mobiles, mais demeurant ancrés dans des contextes multi-territoriaux mouvants qui les influencent et qu'ils influencent. La transformation du monde demeurerait ainsi à leur portée, à travers une action collective marquée par des conflits ou tensions et des efforts de concertation. Cet intérêt concerne la notion même de territoire, permettant d'envisager des prolongements aux travaux qui ont souligné sa complexité et son importance.

Au plan méthodologique, ces démarches ouvrent sur un enrichissement de la réflexion sur plusieurs questions : distinction et articulation entre savoirs formalisés et tacites ou expérientiels, rôle de la théorie, statut de l'observation, intégration de la spatio-temporalité, rapport à l'action, distinction et complémentarité possible entre une connaissance axée sur des réalités existantes et celle explorant

comment (et si) des réalités considérées souhaitables ont des possibilités d'être constituées.

Ces avancées nécessitent l'incorporation de ces conceptualisations et méthodologies à des démarches d'application « grandeur nature » dont elles pourront permettre le soutien, le suivi et l'évaluation à travers l'espace et le temps. L'intégration plus solide des dimensions spatiales et temporelles des Living Labs à ces conceptualisations et méthodologies qui sont nouvelles et qui pourront évoluer s'avère indispensable, tout en posant des défis spécifiques de renouvellement pour tenir compte des territorialités multiples, certaines à assises numériques, qui prennent forme.

Références

- Abowd, GD, et al. 2000. Living Laboratories : The Future Computing Environments Group at the Georgia Institute of Technology. *Proceedings of the Conference on Human Factors in Computing Systems*, La Haye, 215-216.
- Aldea-Partanen, A. 2011. Social innovation in service delivery to youth in remote and rural areas. *Int. J. of Innovation and Regional Development* 3 (1), 63-81.
- Arrow, K. 1962. The economic implication of learning by doing. *Review of Economic Studies* 29 (3), 155-173.
- Ballon, P, Pierson, J, & Delaere, S. 2005. Test and Experimentation Platform for Broadband Innovation : Examining European Practice. *Proceedings of the ICS*. Porto, 1-22 septembre.
- Ballon, P, & Schuurman, D. 2015. Living labs: concepts, tools and cases. *Info*, 17 (4). [http](http://), consulté le 11 novembre 2016.
- Besson, R, Janin, C, & Pecqueur, B. 2013. *Les Living Labs : définitions, enjeux, comparaisons*. Grenoble : Laboratoire PACTE.
- Bergvall-Kåreborn, B, et al. 2009. *A milieu for innovation—defining living labs*. New York, 2nd ISPIIM Innovation Symposium, 6-9 décembre.
- Bourdeau-Lepage, L, et al. 2011. Regards sur. Une interview de John Friedmann. *Géographe, Économie et Société*, 13 (2) : 207-211.
- Camagni, R, & Maillat, D. 2006. *Milieux innovateurs : théorie et politiques*. Paris : Economica.
- CEFRIO. 2013. *Des laboratoires vivants pour*

- des territoires innovants, Synthèse des travaux. [http](#), consulté le 2 juillet 2016.
- Chesbrough, H, et al. 2006. *Open Innovation: Researching a New Paradigm*. Oxford: Oxford University Press.
- Courlet, C, & Pecqueur, B. 2013. *L'économie territoriale*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.
- CRÉGÎM. 2011. *L'information locale et régionale, un préalable essentiel au développement de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine*. Bonaventure : mémoire du CRÉGÎM, 1^{er} octobre.
- Demers, F, & Bertrand, G. 2012. *Le Portail Web Graffici.ca en Gaspésie, un 'laboratoire vivant' de développement territorial*. Montréal : colloque Innovation sociale au 80^e Congrès de l'ACFAS, 7-11 mai.
- Demers, F. 2012. Le défi de la construction d'un public pour le journalisme au temps de Google Analytic. *Tic & Société*, 6 (1). [http](#), consulté le 10 janvier 2016.
- Eriksson, M, Niitamo, VP, & Kulkki, S. 2005. *State-of-the-art in utilizing Living Labs approach to user-centric ICT innovation - a European approach*. Lulea : CDST, 15 décembre.
- Eskelinen, J, et al., (dir.). 2015. *Citizen-Driven Innovation - Guidebook for City Mayors and Public Administrators*. Washington: World Bank Group et ENoLL.
- EU-Finland Presidency. 2006. *The Helsinki Manifesto*. [http](#), consulté le 15 janvier 2017.
- Fontan, JM, Klein, J-L, et Lévesque, B (dir.). 2003. *Reconversion économique et développement territorial*. Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Fontan, J.-M. 2010. Recherche partenariale en économie sociale: analyse d'une expérience novatrice de co-production des connaissances. *Revue de l'innovation dans le secteur public*, 15 (3). [http](#), consulté le 2 mars 2015.
- Fortin, M-J, et Handfield, M (dir.). 2016. *Repenser l'innovation hors métropole*. Rimouski : GRIDEQ-CRDT.
- Friedmann, J. 1972. A General Theory of Polarized Development. Dans Hansen, N (dir.), *Growth Centers in Regional Economic Development*. New York: Free Press, 91-107.
- Friedmann, J, & Weaver, C. 1979. *Territory and Function*. Berkeley: University of California Press.
- Gillet, A, et Tremblay, D-G. 2011. Pratiques, analyses et enjeux de la recherche partenariale: une introduction. *Interventions Économiques*, 43. [http](#), consulté le 2 mars 2015.
- Genoud, P, et Schweizer, A. 2009. *Living Lab E-Inclusion. Exclusion et e-Exclusion : analyses, méthodes et outils pour maîtriser le changement et promouvoir l'innovation sociale et technologique*. Genève : rapport de pré-étude, Académie suisse des sciences techniques.
- Graffici. 2011. *Mémoire à la consultation du Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition Féminine*. New-Richmond : Graffici.
- Graffici.ca. 2013. À propos. Page du site [Graffici.ca](#), [http](#) consultée le 24 mai 2013.
- Guyomard, H. 2016. *Pour des laboratoires vivants territoriaux de l'agroécologie et de la bioéconomie*. Paris : rencontre Agriculture et Innovation 2025, Salon International de l'agriculture, 4 mars.
- Guzman, J, Schaffers, H, & del Carpio, AF. 2009. Assessment of Results and Impacts of the C@R Rural Living Labs. *EJOV* 11, 1-22.
- Intille, SS, Larson, K, & Beaudin, JS. 2005. A living laboratory for the design and evaluation of ubiquitous computing technology. *Proceedings of CHI*, 1941-1944.
- ISQ (Institut de la Statistique du Québec). 2016. *Le Québec chiffres en main*. Québec : ISQ.
- ISTAG. 2004. *Report on Experience and Application Research Involving users in the development of ambient intelligence*. Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne.
- Jean, B. 2015. Le désengagement de l'État envers la ruralité : un virage inattendu. Dans Poitras, A (dir.), *L'état du Québec* 2016. Montréal : INM/Del Busso, 267-273.
- Lafontaine, D, & Jean, B (dir.). 2005. *Territoires et Fonctions*. Rimouski : GRIDEQ-CRDT, UQAR. [http](#), consulté le 15 janvier 2017.
- Lafontaine, D, Tanguay, V, & Bertrand, G. 2011. *Des outils et des usages prenant appui sur les TIC pour soutenir l'innovation sur les territoires : les laboratoires vivants*. Sherbrooke: 79^e Congrès de l'ACFAS, 11 mai.
- Lafontaine, D. 2012. *Living Labs for Regional, Rural and Territorial Development : Experimentations in Québec (Canada)*. Helsinki: 3rd ENoLL Summer School Helsinki, Aalto University, 20 août. [http](#), consulté le 15 janvier 2017.
- Lafontaine, D. 2013. *Living Labbing the Québec Way : a Participatory Research, a Framework and two Experimentations*. Manchester: 4th ENoLL Summer School, Manchester School of Arts, 27 août. [http](#), consulté le 15 janvier 2017.
- Lafontaine, D, Lalonde, M, & Boire, M. 2016. Le laboratoire vivant (Living Lab) Jeunesse: genèse et apports d'une démarche participative d'innovation sociale et territoriale. Dans Klein, J-L, et al. (dir.), *La transformation sociale par l'innovation sociale*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 181-189.
- Leblanc, P, et al. 2007. *Le modèle et les indicateurs de suivi et d'évaluation du dispositif du Pacte rural*. – Rimouski : CRDT-CREXE, rapport no.1. [http](#), consulté le 15 janvier 2017.
- Leminen, S. 2015. Q&A. What Are Living Labs? *Technology Innovation Management Review* 5(9), 29-35.
- Lewin, K. 1946. Action research and minority problems. *Journal of Social Issues* 2(4), 34-46.
- Marsh, J. 2010. *Living Labs and Territorial innovation*. Bruxelles: C@R Final Conference.
- Matteaciolli, A. 2004. *Philippe Aydalot, pionnier de l'économie territoriale*. Paris : L'Harmattan.
- MEIE (ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations). 2015. *Portait Économique des régions du Québec*. Québec : MEIE.
- Mitchell, WJ. 2000. *E-Topia*. Cambridge: MIT Press.
- Mulder, I, Velthaus, D, & Kriens, M. 2008. The living Lab Harmonisation Cube : Communicating Living Lab's Essential. *EJOV*, 10: 1-14.
- Pecqueur, B. 2006. Quel 'tournant territorial' pour l'économie mondiale globalisée ? Dans Klein, J-L, & Tardif, C (dir.), *Entre réseaux et systèmes, Les nouveaux espaces régionaux*. Rimouski : GRIDEQ – CRDT- CRISES, 11-26. [http](#), consulté le 15 janvier 2017.
- Santoro, R, & Conte, M. 2009. Living Labs in Open Innovation Functional Regions. Dans *Proceedings of the 15th International Conference on Concurrent Enterprising*. Leiden, 1-13.
- Schaffers, H, et al. 2009. Living Lab and Rural Development : Overview of the

C@R Project. *EJOV* 11: 1-7.

- Schaffers, H, et al. 2011. Smart Cities and the Future Internet: Towards Cooperation Frameworks for Open Innovation. Dans J. Domingue et al. (dir.), *Future Internet Assembly*, LNCS 6656, 431-446.
- Schumacher, J, & Niitamo, V-P (dir.). 2008. *European Living Labs – a new approach for human centric regional innovation*. Berlin : Wissenschaftlicher Verlag.
- Simard, M, Lafontaine, D, & Fortin, M-J. 2012. Note liminaire du numéro Transformations de l'urbain et du rural et territorialité des sociétés contemporaines. *Cahiers de Géographie du Québec* 56 (157), 83-93.
- Simon, HA. 1982. *The Sciences of the Artificial*. Cambridge : MIT Press.
- Torre, A, & Beuret, JE. 2012. *Proximités territoriales. Construire la gouvernance des territoires, entre conventions, conflits et concertations*. Paris : Economica – Anthropos.
- Torre, A. 2015. Théorie du développement territorial. *Géographie, Économie, Société* 17, 273-288.
- Von Hippel, E. 1978. A customer active paradigm for industrial product idea generation. *Research Policy* 7 (3), 240-266.

automatique – Sophia Antipolis, premier LL de France reconnu par ENoLL en 2006.

⁴ Pour *Information Society Technologies Advisory Group*, institué en 1999 par la Commission européenne.

⁵ *Massachusetts Institute of Technology* à Cambridge près de Boston (É.-U.). « The Living Lab concept originates from MIT, Boston, Prof William Mitchell, MediaLab and School of Architecture and city planning » (Eriksson et al. 2005 : 4).

⁶ Besson et al. (2013) ont retenu l'importance de l'usage, de l'innovation ouverte, du test « grandeur nature » et du lieu physique ou virtuel et Leminen (2015) celle de l'expérimentation en environnements réels, des usagers et d'une collaboration de parties prenantes fondée sur l'innovation ouverte.

⁷ Ces recherches sont: CORELABS (2006-08, sur 19 projets-pilotes), C@R – pour *Collaboration at Rural* (2007-10, 7 projets), CO-LLABS (2008-10, 21 projets) et APOLLON (2009-12). Toutes ont intégré le « cube », des critiques ayant été formulées dans APOLLON et par Genoud & Schweizer (2009) dont l'équipe a tenu compte.

⁸ « key elements for long-term viability: evaluation and impact assessment, appropriate institutional structuring, and funding and policy support ».

¹ CEFRIO pour Centre facilitant la recherche et l'innovation dans les organisations. Plusieurs personnes ont contribué à la recherche sur laquelle cet article est basé, son auteure, chercheure associée au CEFRIO, ayant agi à titre de chercheure intégratrice de la démarche. La recherche a bénéficié d'un support financier du ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche, de la Science et de Technologie du Québec. Les propos sont ceux de l'auteure et ne reflètent pas nécessairement ceux des partenaires.

² L'équipe a reposé sur trois sous-équipes distinctes, mais reliées : une pour chaque démarche pilote, la troisième réunissant des personnes provenant de plusieurs universités et du CEFRIO, certaines (dont l'auteure de cet article) ayant pris part également aux travaux des deux autres sous-équipes. Pour la démarche dans l'Agglomération de Longueuil, voir CEFRIO (2013) et Lafontaine, Lalonde & Boire (2016).

³ Ces textes avaient été réunis par B. Katzy (1962-2015) du *Knowledge Workers Living Lab* de Munich et B. Trousse du Laboratoire des usages de l'Institut national de recherche en informatique et en